

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 10 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

LA RAFFINERIE
44480 Donges

Référence : N2-2026-0354
Code AIOT : 0006301207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté LA RAFFINERIE 44480 Donges. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 2/03/2026 est menée à la suite de la déclaration le 26/02/2026 d'une fuite de gazole sur une tuyauterie au sein de l'établissement au niveau de la zone de stockage des Bossènes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Plateforme de Donges 44480 Donges
- Code AIOT : 0006301207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

En service depuis 1930, la raffinerie de Donges est exploitée par TotalEnergies Raffinage France et a une capacité de raffinage de 11 millions de tonnes par an. Ses installations permettent d'obtenir par diverses opérations à partir du pétrole brut reçu par voie maritime, des carburants, combustibles et

bitumes. Les produits pétroliers et les gaz produits sont stockés dans 145 réservoirs à pression atmosphérique, 12 réservoirs sous pression et un stockage souterrain de propane. Les produits sont réceptionnés et expédiés par voies maritime, ferroviaire et routière ainsi que par canalisations de transport.

L'arrêté préfectoral du 24 janvier 2019 modifié autorise et fixe des prescriptions pour les activités de la raffinerie.

Contexte de l'inspection :

- fuite de gazole du 26/02/2026 au sein de l'établissement de Donges

Thèmes de l'inspection :

- circonstances et actions engagées par l'exploitant suite à la fuite de gazole du 26/02/2026

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article Article 2.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois à compter de l'incident
2	Tuyauterie B7J94/95A3 – suite PC7 inspection 30/01/2025	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et Annexe I (SGS) 3. (maîtrise d'exploitation) Arrêté préfectoral du 24/01/2019, articles 2.1.1, 9.1.2 et 9.4.9	Mise en demeure, respect de prescription	31/12/26
3	Traitement des zones polluées	Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article Article 4.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 2/03/2026 a montré que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions correctives pour maîtriser le risque de vieillissement et de corrosion de la tuyauterie B7J94/95A3 recensée au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). Les travaux de remplacement prescrits par le service inspection de l'établissement n'ont pas été réalisés à l'échéance du 31/12/2025, la fuite de gazole s'est produite le 26/02/2026. Une mise en demeure pour une mise en conformité est donc proposée à Monsieur le préfet de la Loire-Atlantique. L'exploitant doit également engager les actions correctives pour traiter les zones polluées par la fuite du 26/02/2026 et fournir un rapport d'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article 2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de la mise en place de la salle de crise, - en cas d'échange avec un autre service de l'État, - en cas de torchage avec une fumosité caractérisée par un indice de Ringelmann supérieur à 1 pendant au moins 30 min, ou supérieur à 2 pendant 15 min ou supérieur à 3 pendant 10 min. - en cas de feu nécessitant l'engagement du service sécurité de la raffinerie pour extinction. <p>Les événements suivants doivent faire l'objet d'une déclaration au plus tard sous 1 semaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suite à une perte de confinement d'un produit dangereux de plus de 100 kg, - défaillance d'une mesure de maîtrise des risques dans le cadre d'une sollicitation réelle. <p>L'exploitant précise dans le cadre de cette déclaration tous les éléments utiles relatifs à</p>

l'événement et répond aux demandes de l'inspection des installations classées le cas échéant.

Un rapport d'accident ou d'incident (hors impact environnemental prévu à l'article 11.4.1 pour lequel l'envoi est effectué sous 30 jours) est transmis sous 3 mois maximum par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article R.512-69 du code de l'environnement

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées par téléphone le 26 février 2026 à 18h10 d'une fuite de gazole à l'intérieur du site au niveau du secteur Bossènes. Il a ensuite confirmé les éléments communiqués par message électronique en fin de journée et en fournissant un état des lieux du 26/02/2026-18h50. L'exploitant a mobilisé sa salle de crise pour coordonner les actions de gestion de la fuite. La fuite était localisée au sud-est de la cuvette de rétention n°64 (comprenant le réservoir de stockage P512), au niveau d'une fouille. Elle a été constatée par un salarié d'une entreprise extérieure qui intervenait à proximité de la zone et qui a alerté l'exploitant.

L'origine de la fuite a été identifiée sur un tronçon enterré de la tuyauterie B7J94/95A3. L'exploitant a stoppé l'exploitation de cette tuyauterie.

Au cours de l'événement, le service sécurité de l'établissement est intervenu et a procédé à des mesures d'atmosphère, au confinement du produit (création d'un merlon de terre autour de la fouille) et la pose d'absorbant pour limiter l'écoulement. Les mesures d'explosivité réalisées ont permis d'écarter le risque d'incendie. Les reconnaissances effectuées sous le vent par l'exploitant n'ont pas détecté d'odeur de produit.

Le produit s'est accumulé dans la fouille. Il a débordé de la fouille et s'est écoulé le long d'une route interne (avenue 104) du parc de stockage des Bossènes. Il a atteint le regard 511 du réseau "eaux non huileuses" (ENH) du site, c'est-à-dire des eaux pluviales. Des pompages ont été réalisés dans ce réseau (via les regards) pour limiter l'écoulement du produit dans le réseau. L'exploitant a confirmé l'absence de produit en aval du réseau ENH ainsi que dans le piézomètre 4.18 situé à proximité immédiate.

Le produit s'est aussi écoulé dans un "pipeway" (cheminement de tuyauteries au sol) situé au sud de la route interne (avenue 104) et contenant de l'eau au moment de la fuite. L'exploitant a effectué des pompages de produit dans ce pipeway et a positionné 3 barrages absorbants en surface pour récupérer le produit.

D'après les éléments recueillis au cours de l'inspection du 2/03/2026, un volume d'environ 45 m³ de gazole a pu être récupéré dans la fouille mise à sec, sur la route et dans le réseau ENH.

<p>Le jeudi 26/02/2026, l'exploitant a étendu la fouille pour atteindre le point de fuite de la tuyauterie B7J94/95A3 et a posé un dispositif temporaire d'étanchéité autour de la fuite.</p> <p>Le dimanche 1/03/2026, un système d'obturation de fuite en marche pérenne a été installé et l'exploitation de la tuyauterie B7J94/95A3 a repris. Lors de la visite des installations, le SOFM BT LOR 854 est effectivement en place sur la tuyauterie B7J94/95A3.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la tuyauterie B7J94/95A3 est exploitée sous fiche de situation dégradée dans l'attente de la réalisation de travaux de maintenance pour fin juin 2026, un arrêt complet de la raffinerie étant nécessaire pour ces travaux.</p> <p>Lors de l'inspection du 2/03/2026, l'exploitant a confirmé que le produit qui a fui le 26/02/2026 est du gazole 10 ppm (mentions de dangers H226 Liquide inflammable catégorie 3, H411 Dangereux pour le milieu aquatique - Danger chronique, catégorie 2) et il a effectué la télédéclaration de l'événement.</p> <p>La tuyauterie B7J94/95A3 est une tuyauterie de classe 2 (tuyauteries véhiculant un autre fluide du groupe 1 ou en zone de sensibilité environnementale de 4) selon le guide technique professionnel DT96 pour l'inspection des tuyauteries en exploitation approuvé par décision du 23/01/2012 et est soumise aux dispositions de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements.</p> <p>Concernant la télédéclaration, l'exploitant a indiqué la rubrique ICPE 4331 (<i>liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3</i>) pour le produit concerné. Selon la demande de bénéfice d'antériorité effectuée en 2016 et complétée en 2017, le gazole 10 ppm relève de la rubrique 4734 (<i>produits pétroliers spécifiques [...] gazoles, gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris</i>) qui a une quantité seuil haut de 25000 tonnes au lieu de 50000 tonnes pour la rubrique 4331 (seuil utilisé pour la caractérisation des conséquences de la fuite).</p> <p><u>Documents consultés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - état des lieux - fuite GO B7J94-95A3 26/02/2026 18h50 - état des lieux - fuite GO B7J94-95A3 27/02/2026 18h - fiche de données de sécurité combustibles diesels version 10.6 du 07/07/2021 - fiche de situation dégradée BT LOR 25-04 rév. 4 du 2/01/2026 - note de calcul du SOFM BT LOR 854 (ligne B7 J94/95 A3) du 27/02/2026 et dossier SOFM BT LOR 854 du 27/02/2026 comprenant les analyses de risques initiale et finale et le constat de pose du 02/03/2026
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport d'incident via le lien électronique transmis le 3/03/2026 par le guichet unique numérique de l'environnement suite à la télédéclaration effectuée le 2/03/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois à compter de la date de l'incident</p>

N° 2 : Tuyauterie B7J94/95A3 – suite PC7 inspection 30/01/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et Annexe I (SGS) 3. (maîtrise d'exploitation), arrêté préfectoral du 24/01/2019, articles 2.1.1, 9.1.2 et 9.4.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du vieillissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014</p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p>

Annexe I (SGS) 3. (maîtrise d'exploitation)

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima :

[...]- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2019/ICPE/016 du 24/01/2019

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou les déversements, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1.

Article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2019/ICPE/016 du 24/01/2019

Conformément à l'annexe I- point 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, le système de gestion de la sécurité définit les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements au sein de l'établissement.

Article 9.4.9 de l'arrêté préfectoral n°2019/ICPE/016 du 24/01/2019

Les tuyauteries sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état (étanchéité notamment)

Constats :

Comme déjà examinée lors de l'inspection du 30/01/2025 (point de contrôle n°7), la tuyauterie B7J94/95A3 de classe 2 (PM2I) a fait l'objet d'une inspection suite à l'arrêté de mise en demeure n°2023/ICPE/419 du 18/12/2023. Cette inspection a fait l'objet du compte rendu d'inspection n°743009 du 17/12/2024.

Ce compte rendu précise dans la partie concernant la synthèse des faits marquants sur l'état général de la tuyauterie : *au vu de la quantité de FEB (fiche d'expression de besoin) délivrées, des inspections menées, des contrôles effectués, et qui serait encore à effectuer et à délivrer afin de compléter les investigations (qui se sont révélées critiques et non satisfaisantes), ont démontré un état critique de l'ensemble de la tuyauterie avec présence de corrosion interne de certains bouts morts et d'une forte corrosion externe [...]*

Non conforme pour le prochain cycle."

Compte tenu de l'état de la tuyauterie, la prescription n°944598 (avis SAP15035990) du 18/12/2024 validée le 20/12/2024 a été émise par le service inspection interne de l'établissement pour une demande de remplacement de l'intégralité des tronçons enterrés de la tuyauterie B7J94/95A3, à partir de la vanne MOV3P515 jusqu'à la sortie de terre de la pomperie 1 au plus tard au 31/12/2025.

Par ailleurs, à l'issue de cette inspection, des contrôles complémentaires ont été prescrits par le service inspection via des plans particuliers de contrôle PP n°944616 avec une échéance de réalisation au 14/03/2025 et PP n°943691 avec une échéance de réalisation au 28/02/2025.

Au cours de l'inspection du 2/03/2026, les inspecteurs ont constaté que :

- les contrôles selon les plans particuliers n°944616 et n°943691 ont été effectués et leurs comptes

rendus d'inspection respectifs du 3/06/2025 et du 9/09/2025 font apparaître en demande de travaux la prescription n°944598 indiquée ci-dessus (remplacement de l'intégralité des tronçons enterrés de la tuyauterie B7J94/95A3) ;

- la fuite du 26/02/2026 a eu lieu sur un tronçon enterré de la tuyauterie B7J94/95A3 aux racks 1414P-1435N qui devait faire l'objet de travaux pour maîtriser les risques de vieillissement et de corrosion au plus tard le 31/12/2025 selon la prescription n°944598 du service inspection ;
- l'exploitant n'a pas réalisé les travaux en lien avec la prescription n°944598 et n'a donc pas mis en œuvre les actions pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion de la tuyauterie B7J94/95B3 pourtant prévues dans la procédure PG/SI/05 rév.3 « gestion des équipements/ouvrages dans le cadre du PM2I » du système de gestion de la sécurité de l'établissement : §11.7 rôle du service AGT, b. Gestion / suivi Travaux (SAP), tuyauteries, le service AGT fait effectuer les travaux en respectant les échéances convenues ou §11.8 rôle du service MC, Tuyauteries, le service MC fait effectuer les travaux de réparation des PRES/RECO PM2I en respectant les échéances de l'avis N2 SAP pour les tuyauteries. L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions pour entretenir cette tuyauterie et prévenir en toutes circonstances le déversement de produit qui peut présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1.

Une révision de la fiche de situation dégradée FSD BT LOR 25-04 a été émise le 2/01/2026 par l'exploitant intégrant l'avis SAP n°15035990 sur la tuyauterie B7J94/95A3 avec décision de poursuite d'exploitation de la tuyauterie jusqu'au 30/06/2026. Les mesures compensatoires prévues par l'exploitant comprennent les actions suivantes :

- mettre en place une surveillance périodique des points de corrosion faisant l'objet des PRES des tuyauteries - date cible 30/01/2025 ;
- initier FSE pour remplacement de la ligne B7J94/95A3 - date cible 30/10/2025.

Concernant la surveillance périodique de la tuyauterie B7J94/95A3 dans le cadre de la FSD BT LOR 25-04, d'après les éléments constatés en salle de contrôle de la BT LOR, une tournée opérateur une fois par semaine le samedi est programmée (quart Q1) selon le plan annexé à la prescription n°944598. La dernière tournée (contrôle visuel) réalisée avant la fuite du 26/02/2026 a été effectuée le samedi 21/02/2026 à 8h30 sans constat d'anomalie relevé.

Concernant les travaux à réaliser sur la tuyauterie B7J94/95A3, l'exploitant :

- a initié le projet lors de la réunion sur les projets du 6/02/2026 : validation du passage en "idea gate" de la FSE 26-001 concernant le remplacement de la ligne B7J94/95A3 selon prescription PM2I ;
- a réalisé une visite terrain le 24/02/2026 pour définir le tracé en aérien de la nouvelle tuyauterie à construire. L'exploitant précise qu'il s'agit d'une longueur de 800 mètres de tuyauterie en aérien ;
- demandé un devis le 24/02/2026 à une société prestataire afin de lancer une étude de flexibilité de cette tuyauterie pour préciser les contraintes techniques de dimensionnement et d'implantation de la tuyauterie,
- n'a pas lancé les démarches d'approvisionnement de matériel pour la réalisation des travaux d'ici fin juin 2026, les résultats de l'étude précédente étant indispensables avant toute commande de matériel. L'exploitant indique une fin de travaux envisagée au premier semestre 2027.

Pour le non respect de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 et des articles 2.1.1 et 9.4.9 de l'arrêté préfectoral n°2019/ICPE/016 du 24/01/2019, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet une mise en demeure pour une mise en conformité.

Documents consultés

- fiche de situation dégradée BT LOR 25-04 rév.4 du 2/01/2026
- projet B7J94/95A3 passage en aérien de la tuyauterie
- extrait de compte rendu de réunion du 6/02/2026 sur les projets (FSE 26-001)
- extrait du message électronique du 24/02/2026 de demande d'une étude de flexibilité
- compte rendu d'inspection n°943691 du 9/09/2025 et ses annexes
- compte rendu d'inspection n°944616 du 3/06/2025 et ses annexes
- procédure « gestion des équipements/ouvrages dans le cadre du PM2I » PG/SI/05 rév.3

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser les travaux permettant de maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion de la tuyauterie B7J94/95A3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31/12/2026

N° 3 : Traitement des zones polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2019, article Article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : En cas de déversement accidentel, sur des zones non étanches, de produits susceptibles de polluer les sols et les eaux souterraines, l'exploitant procède au traitement de la pollution concentrée (produits purs, terres fortement imprégnées de produits, flottants sur les eaux souterraines, ...) dans les meilleurs délais en tenant compte des caractéristiques des produits répandus et des sols, et en tout état cause un mois maximum après l'évènement sauf demande dûment justifiée et acceptée. Les justificatifs de la suffisance des opérations de nettoyage et de l'évacuation des déchets sont transmis à l'occasion du rapport d'incident ou d'accident prévu à l'article 2.7.2.
Constats : L'exploitant a indiqué les premières actions réalisées le 26/02/2026 pour récupérer le produit épandu : <ul style="list-style-type: none"> - un pompage d'environ 30 m³ d'hydrocarbures dans la fouille où se situe la tuyauterie B7J94/95A3 (rack 1414P-rack1435N) et le réseau eaux non huileuses (ENH), - la mise en place de barrages flottants au niveau du pipeway "Avenue 104", - l'utilisation d'absorbant et le pompage d'hydrocarbures présents sur la route de l'avenue 104. Au niveau de l'impact environnemental, l'exploitant a indiqué la prise d'échantillons de sols pour réaliser une caractérisation initiale à proximité des zones à excaver et pour les eaux souterraines, la prise d'échantillon d'eau du piézomètre Pz 4.18 situé à proximité du lieu de fuite pour analyse. Les relevés dans ce piézomètre n'ont pas montré de présence de produit flottant selon les éléments indiqués par l'exploitant. Lors de la visite des installations pendant l'inspection du 2/03/2026, les inspecteurs ont constaté que les opérations d'excavation n'ont pas débuté. L'exploitant prévoit de retirer les terres polluées et les stocker sur la zone des terres polluées interne à l'établissement avant traitement interne ou externe selon les analyses qui seront effectuées par l'exploitant. Les inspecteurs n'ont pas constaté de présence visible de produit au niveau de la fouille située au sud-est de la cuvette de rétention 64, ni dans les deux fouilles en aval et en amont le long du tracé de la tuyauterie B7J94/95A3. Au niveau du barrage flottant installé à proximité du support 1426-6 dans le pipeway avenue 104, ils ont constaté que des irisations sont visibles après le barrage flottant dans le sens d'écoulement et ont indiqué à l'exploitant de déplacer et/ou changer le boudin flottant concerné pour contenir la pollution.
Documents consultés <ul style="list-style-type: none"> - état des lieux - fuite GO B7J94-95A3 26/02/2026 18h50 - état des lieux - fuite GO B7J94-95A3 27/02/2026 18h - relevé du piézomètre 4.18 au T3 2025 (hauteur d'eau à 2,48 m par rapport à la tête de l'ouvrage)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller au renouvellement et au maintien des barrages flottants dans le pipeway avenue 104 (rack 1426) pour contenir la pollution. Il doit maintenir la surveillance environnementale mise en place (eaux souterraines, eaux de surface) et procéder dans les meilleurs délais au traitement de la pollution causée par la fuite de gazole de la tuyauterie

B7J94/95A3 en incluant toutes les zones atteintes par la fuite de produit (fouille, route avenue 104, pipeway avenue 104, réseau eaux non huileuses). Les justificatifs de la suffisance des opérations de nettoyage et de l'évacuation des déchets sont transmis dans le rapport d'incident (cf. point de contrôle n°1).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois